



Rapport de gestion
Trimestre terminé le
30 septembre 2014

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion analyse les résultats d'exploitation et la situation financière de 5N Plus inc. (la « Société » ou « 5N Plus ») et vise à aider le lecteur à mieux comprendre son contexte d'affaires, ses stratégies, sa performance et ses facteurs de risque. Le présent rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour le troisième trimestre de 2014 et les états financiers consolidés audités et les notes correspondantes pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012. Les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »).

L'information figurant dans le présent rapport de gestion inclut tous les changements importants survenus jusqu'au 4 novembre 2014, date à laquelle il a été approuvé par le conseil d'administration de la Société. Sauf indication contraire, les termes « nous », « nos », « notre » et « le groupe » font référence à la Société et à ses filiales.

Le « troisième trimestre de 2014 » et le « troisième trimestre de 2013 » correspondent aux périodes de trois mois closes respectivement les 30 septembre 2014 et 2013, et les « neuf premiers mois de 2014 » et les « neuf premiers mois de 2013 » correspondent aux périodes de neuf mois closes respectivement les 30 septembre 2014 et 2013. Tous les montants figurant dans le présent rapport de gestion sont exprimés en dollars américains, et tous les montants présentés dans les tableaux sont en milliers de dollars américains, à moins d'avis contraire. Toute l'information trimestrielle fournie dans le présent rapport de gestion est fondée sur des montants non audités.

Mesures non conformes aux IFRS

Le présent rapport de gestion renferme également des montants qui ne sont pas des mesures de la performance conformes aux IFRS. Ces mesures sont définies à la fin du présent rapport de gestion, à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ». Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA. Se reporter à la rubrique « Principales données financières trimestrielles ».

Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines déclarations comprises dans le présent rapport de gestion peuvent contenir des énoncés prospectifs au sens des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Ces énoncés prospectifs sont fondés sur les meilleures estimations dont dispose la Société à ce jour et comportent un certain nombre de risques connus et inconnus, d'incertitudes et d'autres facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la Société diffèrent sensiblement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs, exprimés ou sous-entendus dans ces énoncés prospectifs. Une description des risques qui touchent l'entreprise et les activités de la Société est présentée à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 5N Plus de 2013 daté du 25 février 2014 et à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013, qui peuvent être consultés sur le site SEDAR à www.sedar.com. En règle générale, les énoncés prospectifs se distinguent par l'emploi du futur et du conditionnel et par l'utilisation de termes tels que « croire » ou « s'attendre à », à la forme positive et négative, de variantes de ces termes ou de termes similaires. Rien ne garantit que les événements prévus dans l'information prospective du présent rapport de gestion se produiront, ou s'ils se produisent, quels seront les avantages que 5N Plus pourra en tirer. Plus particulièrement, rien ne garantit la performance financière future de 5N Plus. L'information prospective contenue dans le présent rapport de gestion est valable en date de celui-ci, et la Société n'a aucune obligation de mettre publiquement à jour cette information prospective afin de tenir compte de nouveaux renseignements, obtenus ultérieurement ou autrement, à moins d'y être obligée en vertu des lois sur les valeurs mobilières en vigueur. Le lecteur est averti de ne pas se fier indûment à ces énoncés prospectifs.

Aperçu

5N Plus est le chef de file de la production de métaux spéciaux et de produits chimiques. La Société, entièrement intégrée, possède des installations de recyclage en boucle fermée. Son siège social est situé à Montréal (Québec, Canada) et elle compte des installations de production et des bureaux de vente dans plusieurs pays, notamment en Europe, en Amérique et en Asie. À partir de diverses technologies brevetées et éprouvées, 5N Plus fabrique des produits utilisés dans plusieurs applications pharmaceutiques, électroniques et industrielles avancées. Parmi les principaux produits, mentionnons, entre autres, les métaux purifiés comme le bismuth, le gallium, le germanium, l'indium, le sélénium et le tellure, les produits chimiques inorganiques basés sur ces types de métaux et les substrats de composés semi-conducteurs. Un grand nombre de ces produits sont des précurseurs critiques et des éléments indispensables sur certains marchés, tels ceux des modules solaires, des diodes électroluminescentes et des matériaux écologiques.

Information sectorielle

Deux secteurs opérationnels sont présentés par la Société, soit le secteur Matériaux électroniques et le secteur Matériaux écologiques. Les opérations et activités qui s'y rapportent sont gérées dans ce sens par les principaux décideurs de la Société. Des données financières et opérationnelles sectorielles, qui constituent les principaux indicateurs de performance, sont utilisées pour gérer ces secteurs opérationnels, pour analyser la performance et pour affecter les ressources. La performance financière d'un secteur donné est évaluée principalement en fonction des produits et du BAIIA ajusté, lesquels font l'objet d'un rapprochement avec les chiffres consolidés en tenant compte des produits et des charges de la Société.

Les activités du secteur Matériaux électroniques sont exercées en Amérique, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de métaux affinés, de composés et d'alliages qui sont utilisés principalement dans diverses applications électroniques. Les marchés essentiellement concernés sont ceux des produits photovoltaïques (énergie solaire), des diodes électroluminescentes (DEL), des afficheurs, des produits électroniques à haute fréquence, de l'imagerie médicale et des produits thermoélectriques. La plupart des produits du secteur sont associés à des métaux comme le cadmium, le gallium, le germanium, l'indium et le tellure. Ceux-ci sont vendus sous leur forme élémentaire ou en alliages ainsi que sous la forme de produits chimiques et de composés. Les produits et les résultats associés aux services et aux activités de recyclage fournis aux clients du secteur Matériaux électroniques sont également inclus dans le secteur Matériaux électroniques. L'équipe de direction du secteur est également responsable de la gestion de ces activités.

Le secteur Matériaux écologiques est dénommé ainsi, car il est principalement associé au bismuth, l'un des rares métaux lourds n'ayant pas d'effet nuisible sur la santé humaine ni sur l'environnement. Par conséquent, le bismuth est de plus en plus utilisé dans un certain nombre d'applications pour remplacer des métaux et des produits chimiques plus nocifs. Les activités du secteur Matériaux écologiques sont exercées en Amérique, en Europe et en Asie. Celles-ci consistent en la production et en la vente de bismuth et de produits chimiques dérivés du bismuth affiné, d'alliages à bas point de fusion ainsi que de sélénium et de produits chimiques dérivés du sélénium affiné. Ces produits sont utilisés dans le secteur pharmaceutique et la production d'aliments pour animaux de même que dans certaines applications industrielles comme les enduits, les pigments, les alliages métallurgiques et l'électronique.

Les charges du siège social et les frais généraux, frais de vente et frais d'administration non affectés ainsi que les frais financiers, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débiteures convertibles et les profits ou les pertes de change et au titre de dérivés ont été regroupés sous la rubrique « Siège social ».

Faits saillants du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2014

Meilleure performance en deux ans du BAIIA ajusté sur neuf mois

- Les produits pour le troisième trimestre de 2014 ont atteint 114,4 M\$, soit une augmentation de 5,9 M\$, ou 5 %, par rapport à 108,6 M\$ pour le troisième trimestre de 2013.
- Le BAIIA ajusté¹ pour le troisième trimestre de 2014 a atteint 8,1 M\$, en hausse par rapport à 5,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2013.
- Le résultat net pour le troisième trimestre de 2014 a atteint 4,2 M\$, ou 0,05 \$ par action, comparativement à 1,3 M\$, ou 0,02 \$ par action, pour le troisième trimestre de 2013.
- La dette nette¹ s'est inscrite à 75,9 M\$, en hausse depuis le 30 juin 2014, et en hausse comparativement à 63,5 M\$ au 30 septembre 2013.
- Les nouvelles commandes¹ se sont établies à 101,3 M\$ pour le trimestre, en hausse par rapport au troisième trimestre de 2013. Les nouvelles commandes pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 ont augmenté de 17 % pour atteindre 360,5 M\$ par rapport à 307,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent.
- Le 7 août 2014, 5N Plus a annoncé la signature d'une facilité de crédit multidevises renouvelable garantie de premier rang de 125 M\$ échéant en août 2018 (assortie d'une clause accordéon prévoyant un montant additionnel de 25 M\$) pour remplacer sa facilité renouvelable garantie de premier rang existante de 100 M\$.

5N Plus a connu un autre trimestre solide malgré le ralentissement estival habituel et une certaine érosion des marges dans le secteur de l'énergie solaire. Jumelé aux résultats des deux premiers trimestres de l'exercice, le BAIIA ajusté de la Société pour 2014 devrait atteindre des niveaux records. La demande demeure forte dans la plupart des secteurs, comme en témoigne le carnet de commandes et les nouvelles commandes de la Société. Cette réalité est particulièrement tangible à l'égard des produits à base de bismuth, qui sont en bonne voie d'atteindre un niveau record pour un deuxième exercice d'affilée.

5N Plus demeure concentrée sur l'amélioration de son efficacité opérationnelle et prévoit, pour les prochains trimestres, que ses coûts, sa production et ses niveaux de stocks bénéficieront de plusieurs initiatives qui, à ce jour, n'ont pas encore atteint leur plein potentiel. Ces initiatives comprennent le développement des activités d'affinage du bismuth de la Société au Laos ainsi que l'optimisation de sa plateforme opérationnelle.

5N Plus est enthousiaste à l'égard des progrès réalisés dans plusieurs nouveaux secteurs, notamment ses activités de production de substrats semi-conducteurs, où les avancées techniques et commerciales s'étendent désormais à d'autres matières, au-delà du germanium. Ces avancées constituent un élément clé de sa stratégie de croissance, la Société cherchant à élargir sa gamme de produits à valeur ajoutée et à s'imposer dans les secteurs du recyclage et de l'approvisionnement primaire. La Société prévoit annoncer d'autres progrès dans ces secteurs au cours des prochains trimestres, à mesure qu'ils se répercuteront positivement sur ses résultats.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Synthèse des résultats

	T3 2014	T3 2013	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013
	\$	\$	\$	\$
Produits	114 438	108 570	393 414	339 596
Charges d'exploitation	(106 367)	(102 795)	(364 026)	(317 163)
BAIIA ajusté ¹	8 071	5 775	29 388	22 433
Dépréciation des stocks	-	-	-	10 182
Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	(45 188)
Coûts du litige et coûts de restructuration	149	255	774	3 499
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	(1 312)	-
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(5 623)	-	(5 811)	-
Pertes (profits) de change et au titre de dérivés	824	(1 406)	314	(3 115)
BAIIA ^{1,2}	12 721	6 926	35 423	57 055
Intérêt sur la dette à long terme, intérêts théoriques et autres charges d'intérêts	2 762	1 612	5 909	6 745
Amortissement	3 023	3 125	8 602	8 267
Résultat avant impôt sur le résultat	6 936	2 189	20 912	42 043
Charge d'impôt	2 765	866	7 786	901
Résultat net	4 171	1 323	13 126	41 142
Résultat de base par action	0,05 \$	0,02 \$	0,16 \$	0,49 \$
Résultat dilué par action	(0,01) \$	0,02 \$	0,10 \$	0,49 \$

Produits par secteur

	T3 2014	T3 2013	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	34 784	41 960	(17) %	127 469	133 104	(4) %
Secteur Matériaux écologiques	79 654	66 610	20 %	265 945	206 492	29 %
Total des produits	114 438	108 570	5 %	393 414	339 596	16 %

Pour le troisième trimestre de 2014, les produits ont augmenté de 5 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 34,8 M\$, en baisse par rapport à 42,0 M\$, et les produits du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 20 %, atteignant 79,7 M\$ par rapport à 66,6 M\$. La hausse globale découle d'une meilleure composition des produits et de meilleurs prix comparativement au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour les neuf premiers mois de 2014, les produits ont augmenté de 16 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, du fait de la hausse du volume des ventes de 9 % au titre des expéditions de métaux, jumelée à de meilleurs prix de vente moyens. Les produits du secteur Matériaux électroniques se sont établis à 127,5 M\$, en baisse par rapport à 133,1 M\$, et les produits du secteur Matériaux écologiques ont augmenté de 29 %, atteignant 265,9 M\$ par rapport à 206,5 M\$.

Résultat net et résultat net ajusté

	T3 2014	T3 2013	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013
	\$	\$	\$	\$
Résultat net	4 171	1 323	13 126	41 142
Résultat net de base par action	0,05 \$	0,02 \$	0,16 \$	0,49 \$
Éléments de rapprochement :				
Dépréciation des stocks	-	-	-	10 182
Coûts du litige et coûts de restructuration	149	255	774	3 499
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	(5 623)	-	(5 811)	-
Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	(45 188)
Impôt sur les éléments imposables ci-dessus	1 473	(61)	1 300	(863)
Résultat net ajusté¹	170	1 517	9 389	8 772
Résultat net de base ajusté par action¹	- \$	0,02 \$	0,11 \$	0,10 \$

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

² Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA¹. Se reporter à la rubrique « Principales données financières trimestrielles ».

Rapport de gestion

Pour le troisième trimestre de 2014, le résultat net s'est établi à 4,2 M\$, en regard de 1,3 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. La hausse du résultat net par rapport au troisième trimestre de 2013 s'explique surtout par le profit non récurrent lié à la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures jumelé à l'augmentation nette du BAIIA atténuée par une augmentation de la charge d'intérêts et de la charge d'impôt. Au troisième trimestre de 2014, le résultat net ajusté a diminué de 1,3 M\$ par rapport à 1,5 M\$ au troisième trimestre de 2013.

Depuis le début de l'exercice, le résultat net et le résultat net ajusté se sont établis à respectivement 13,1 M\$ et 9,4 M\$ en comparaison à 41,1 M\$ et 8,8 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution s'explique par le profit non récurrent lié au règlement du prix d'acquisition de MCP, acquise en avril 2011, partiellement neutralisé par la dépréciation des stocks inscrite au deuxième trimestre de 2013, et par le profit non récurrent et l'impôt provisionnel applicables liés à la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures comptabilisée au troisième trimestre de 2014.

BAIIA ajusté

	T3 2014	T3 2013	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Secteur Matériaux électroniques	4 684	5 780	(19) %	18 789	18 460	2 %
Secteur Matériaux écologiques	6 415	1 786	259 %	19 061	9 811	94 %
Siège social	(3 028)	(1 791)	69 %	(8 462)	(5 838)	45 %
BAIIA ajusté¹	8 071	5 775	40 %	29 388	22 433	31 %

Pour le troisième trimestre de 2014, le BAIIA ajusté¹ s'est établi à 8,1 M\$ comparativement à 5,8 M\$ pour le troisième trimestre de l'exercice précédent. La hausse du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'amélioration de la composition des produits et des prix de vente, ainsi qu'au règlement d'une réclamation d'assurance au troisième trimestre de 2014. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a diminué de 1,1 M\$ pour atteindre 4,7 M\$, et la marge du BAIIA ajusté¹ de 13 % correspond à celle du trimestre précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté pour atteindre 6,4 M\$ par rapport à 1,8 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 8 %, par rapport à 3 % pour le trimestre correspondant de 2013.

Pour les neuf premiers mois de 2014, le BAIIA ajusté a atteint 29,4 M\$ par rapport à 22,4 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La hausse du BAIIA ajusté découle principalement de l'accroissement du volume des ventes et des prix ainsi que du règlement d'une réclamation d'assurance au troisième trimestre de 2014, nets de l'augmentation des coûts de main-d'œuvre, des services publics et des coûts de logistique. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux électroniques a augmenté de 0,3 M\$ pour atteindre 18,8 M\$, et la marge du BAIIA ajusté¹ a été de 15 %, par rapport à 14 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le BAIIA ajusté du secteur Matériaux écologiques a augmenté pour atteindre 19,1 M\$ par rapport à 9,8 M\$, et la marge du BAIIA ajusté a été de 7 %, par rapport à 5 % pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Carnet de commandes et nouvelles commandes

	CARNET DE COMMANDES ¹			NOUVELLES COMMANDES ¹		
	T3 2014	T2 2014	T3 2013	T3 2014	T2 2014	T3 2013
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Secteur Matériaux électroniques	79 753	77 278	72 309	37 259	42 460	31 588
Secteur Matériaux écologiques	57 430	73 085	61 043	63 999	57 170	57 057
Total	137 183	150 363	133 352	101 258	99 630	88 645

Troisième trimestre de 2014 par rapport au deuxième trimestre de 2014

Au 30 septembre 2014, le carnet de commandes¹ s'élevait à 137,2 M\$ au total, en baisse par rapport au trimestre précédent, avec une courbe de renouvellement suivant la tendance habituelle pour la plupart des contrats au quatrième trimestre ou au premier trimestre. Les résultats reflètent aussi deux solides trimestres pour les expéditions de bismuth.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

Au 30 septembre 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques s'élevait à 79,8 M\$, en hausse de 2,5 M\$, soit 3 % par rapport au deuxième trimestre de 2014, et le carnet de commandes du secteur Matériaux écologiques s'élevait à 57,4 M\$, en baisse de 15,7 M\$, soit 21 %, par rapport au deuxième trimestre de 2014.

Pour le troisième trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont reculé de 5,2 M\$ pour s'établir à 37,3 M\$ par rapport au deuxième trimestre de 2014, et celles du secteur Matériaux écologiques ont progressé de 6,8 M\$ pour s'établir à 64,0 M\$, soit une hausse de 12 % comparativement à 57,2 M\$ pour le deuxième trimestre de 2014.

Troisième trimestre de 2014 par rapport au troisième trimestre de 2013

Au 30 septembre 2014, le carnet de commandes du secteur Matériaux électroniques avait augmenté de 7,4 M\$ et celui du secteur Matériaux écologiques avait diminué de 3,6 M\$, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Pour le troisième trimestre de 2014, les nouvelles commandes du secteur Matériaux électroniques ont augmenté de 5,7 M\$, soit 18 %, et celles du secteur Matériaux écologiques, de 6,9 M\$, soit 12 %, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Charges	T3 2014	T3 2013	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Amortissement	3 023	3 125	(3) %	8 602	8 267	4 %
Frais généraux, frais de vente et frais d'administration	8 480	7 682	10 %	28 283	27 459	3 %
Coûts du litige et coûts de restructuration	149	255	(42) %	774	3 499	(78) %
Charges financières (produits financiers)	(2 037)	206	(1 089) %	412	3 630	(89) %
Charge d'impôt	2 765	866	219 %	7 786	901	764 %
Total des charges	12 380	12 134	2 %	45 857	43 756	5 %

Amortissement

La dotation aux amortissements s'est établie à respectivement 3,0 M\$ et 8,6 M\$ pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2014, par rapport à 3,1 M\$ et 8,3 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Frais généraux, frais de vente et frais d'administration

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2014, les frais généraux, frais de vente et frais d'administration se sont établis à 8,5 M\$ et 28,3 M\$, par rapport à 7,7 M\$ et 27,5 M\$ pour les périodes correspondantes de 2013. Les variations s'expliquent surtout par les coûts de main-d'œuvre et les honoraires additionnels.

Coûts du litige et coûts de restructuration

La Société a comptabilisé un montant au titre des coûts du litige et des coûts de restructuration de 0,1 M\$ pour le troisième trimestre de 2014 et de 0,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2014, comparativement à respectivement 0,3 M\$ et 3,5 M\$ pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent. La baisse est principalement attribuable à une diminution des charges se rapportant aux honoraires juridiques et autres honoraires professionnels liés aux poursuites judiciaires et aux coûts de cessation d'emploi.

Charges financières

Les produits financiers se sont établis à 2,0 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, comparativement à des charges financières de 0,2 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Cette variation positive s'explique essentiellement par un profit non récurrent lié à la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures de 5,6 M\$ comptabilisée au troisième trimestre de 2014, en partie contrebalancé par la hausse des charges d'intérêts, théoriques ou sur la dette à long terme.

Les charges financières se sont établies à 0,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2014, comparativement à 3,6 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Un profit non récurrent lié à la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures de 5,8 M\$, une baisse de 1,3 M\$ de l'amortissement des frais de financement différés et une baisse des charges d'intérêts de 0,6 M\$ sur la dette à long terme expliquent en grande partie la variation positive. Ces

Rapport de gestion

facteurs favorables ont été en partie contrebalancés par une diminution de 3,4 M\$ des profits de change et au titre de dérivés et une hausse des intérêts théoriques de 0,9 M\$ pour les neuf premiers mois de 2014 comparativement à la période correspondante de 2013.

Impôt sur le résultat

Pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2014, l'impôt sur le résultat s'est élevé à respectivement 2,8 M\$ et 7,8 M\$, selon un taux d'impôt effectif de respectivement 40 % et 37 %. Le taux d'impôt effectif est semblable au troisième trimestre de 2014 à celui du troisième trimestre de 2013. Le taux d'impôt effectif est plus élevé pour les neuf premiers mois de 2014 par rapport à la période correspondante de 2013 en raison du gain en capital imposable provenant de la sortie d'immobilisations corporelles comptabilisé au premier trimestre de 2014, et des pertes reportées en avant pour lesquelles aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé pour les neuf premiers mois de 2014, alors que pour les neuf premiers mois de 2013, un profit de change non imposable avait été inscrit au premier trimestre de 2013, et un profit non imposable lié au règlement du litige visant MCP avait été présenté en réduction du prix d'acquisition.

Situation financière et sources de financement

	T3 2014	T3 2013	Variation (%)	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013	Variation (%)
	\$	\$		\$	\$	
Fonds provenant de l'exploitation ¹	982	4 822	(80) %	13 562	10 990	23 %
Variation nette des soldes du fonds de roulement hors trésorerie	(528)	20 042	(103) %	(26 746)	27 558	(197) %
Activités d'exploitation	454	24 864	(98) %	(13 184)	38 548	(134) %
Activités d'investissement	(5 906)	(3 218)	84 %	(11 224)	(7 993)	40 %
Activités de financement	(5 305)	(22 819)	(77) %	12 853	(25 920)	150 %
Incidence des variations du taux de change sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés à l'exploitation	(610)	(676)	(10) %	(584)	(531)	10 %
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(11 367)	(1 849)	515 %	(12 139)	4 104	(396) %

Pour le troisième trimestre de 2014, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation ont été de 0,5 M\$ par rapport à 24,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 2014 découle principalement de l'augmentation des stocks.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 5,9 M\$ pour le troisième trimestre de 2014 par rapport à 3,2 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par l'accroissement des acquisitions d'immobilisations corporelles.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement se sont élevés à 5,3 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, contre 22,9 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. Cette baisse s'explique par la diminution du remboursement net de la dette à long terme en vertu de la facilité de crédit.

Pour les neuf premiers mois de 2014, les flux de trésorerie affectés aux activités d'exploitation ont été de 13,2 M\$, tandis que celles-ci avaient généré 38,5 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La diminution de 2014 découle principalement de la hausse des stocks et des créances correspondant à une augmentation des produits tirés des ventes. Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont été de 11,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2014 par rapport à 8,0 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par l'augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles et par l'acquisition d'AM&M, contrebalancées en partie par les produits tirés de la sortie de biens immobiliers inscrits au premier trimestre de 2014. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 12,9 M\$, comparativement à des flux de trésorerie affectés aux activités de financement de 25,9 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Cette augmentation découle principalement de l'émission, au deuxième trimestre de 2014, de débentures convertibles, déduction faite des frais, en partie contrebalancée par le remboursement de la dette à long terme.

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Fonds de roulement

	Au 30 septembre 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Stocks	205 665	174 374
Autres actifs courants	81 023	97 233
Passif courant	(66 250)	(86 861)
Fonds de roulement ¹	220 438	184 746
Ratio du fonds de roulement ¹	4,33	3,13

La hausse du fonds de roulement est principalement attribuable à l'augmentation de la demande et des prix des produits de base et à leur incidence sur les stocks ainsi qu'à un reclassement des dettes fournisseurs et charges à payer aux autres passifs aux termes de nouveaux contrats avec un fournisseur. Le niveau actuel du fonds de roulement a été touché par les prix des produits de base et les activités, et concorde avec les efforts de la Société visant à réduire son niveau d'endettement et à améliorer sa flexibilité financière.

Dettes nettes

	Au 30 septembre 2014	Au 31 décembre 2013
	\$	\$
Dettes bancaires	4 985	10 462
Dettes à long terme, y compris la partie courante	35 792	72 785
Débiteures convertibles	47 568	-
Total de la dette	88 345	83 247
Trésorerie et équivalents de trésorerie et placements temporaires (affectés)	(12 478)	(24 917)
Dettes nettes¹	75 867	58 330

Le total de la dette a augmenté de 5,1 M\$ pour s'établir à 88,3 M\$ au 30 septembre 2014, par rapport à 83,2 M\$ au 31 décembre 2013.

La dette nette, compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie et des placements temporaires affectés, a augmenté de 17,5 M\$, pour s'établir à 75,9 M\$ au 30 septembre 2014, par rapport à 58,3 M\$ au 31 décembre 2013. La Société a l'intention de continuer de gérer sa dette de manière responsable en réduisant ses coûts et en gérant efficacement son fonds de roulement. L'augmentation actuelle s'explique principalement par la hausse des ventes et son incidence sur les créances et les stocks.

Fonds provenant de l'exploitation

	T3 2014	T3 2013	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013
	\$	\$	\$	\$
Fonds provenant de l'exploitation¹	982	4 822	13 562	10 990
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles, montant net	(5 831)	(3 050)	(9 737)	(7 847)
Variations du fonds de roulement	(528)	20 042	(26 746)	27 558
Règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	45 188
Autres	(92)	(676)	5 384	(2 862)
	(6 451)	16 316	(31 099)	62 037
Variation totale de la dette nette¹	(5 469)	21 138	(17 537)	73 027
Dettes nettes ¹ au début de la période	(70 398)	(84 658)	(58 330)	(136 547)
Dettes nettes¹ à la fin de la période	(75 867)	(63 520)	(75 867)	(63 520)

Les fonds provenant de l'exploitation se sont établis à 1,0 M\$ pour le troisième trimestre de 2014, contre 4,8 M\$ pour le troisième trimestre de 2013. La diminution est principalement attribuable aux variations défavorables du fonds de roulement.

	T3 2014	T3 2013	Neuf premiers mois de 2014	Neuf premiers mois de 2013
Dettes nettes ¹ sur BAIIA ajusté ¹ annualisé	2,3	2,7	1,9	2,1
Fonds provenant de l'exploitation ¹ annualisés sur la dette nette (%)	5,2	30,4	23,8	23,1

Le ratio dette nette sur BAIIA ajusté annualisé s'est établi à respectivement 2,3 et 1,9 pour le troisième trimestre de 2014 et les neuf premiers mois de 2014, contre 2,7 pour le troisième trimestre de 2013 et 2,1 pour les neuf premiers mois de

¹ Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».

Rapport de gestion

2013. Les fonds provenant de l'exploitation annualisés sur la dette nette représentaient 5,2 % et 23,8 % de la dette nette, contre 30,4 % et 23,1 % pour les périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Informations relatives aux actions

	Au 4 novembre 2014	Au 31 décembre 2013
Actions émises et en circulation	83 979 657	83 908 269
Options sur actions pouvant être émises	1 702 100	1 637 951
Bons de souscription pouvant être émis et venus à échéance le 6 juin 2014	-	6 451 807
Débitures convertibles pouvant être émises	9 777 777	-

Arrangements hors bilan

La Société a recours à certains arrangements hors bilan portant principalement sur la location de locaux et de matériel aux termes de contrats de location simple et d'obligations contractuelles dans le cours normal des activités.

La Société est exposée au risque de change lié aux ventes réalisées en euros et en d'autres monnaies étrangères et conclut à l'occasion des contrats de change à terme afin de se protéger contre les fluctuations des taux de change. Le lecteur trouvera un complément d'information sur ces contrats aux notes 8 et 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs financiers de la Société au 30 septembre 2014 :

	Valeur comptable	1 an	2 à 3 ans	4 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Dettes bancaires	4 985	5 284	-	-	-	5 284
Dettes fournisseurs et charges à payer	53 843	53 843	-	-	-	53 843
Dettes à long terme	35 792	2 432	3 610	36 604	-	42 646
Débitures convertibles	47 568	3 401	6 801	65 087	-	75 289
Autres passifs	11 819	-	14 573	-	-	14 573
Total	154 007	64 960	24 984	101 691	-	191 635

Éventualités

Dans le cours normal des activités, la Société est exposée à des événements pouvant donner lieu à des passifs ou des actifs éventuels. Au 4 novembre 2014, la Société n'avait connaissance d'aucun événement important susceptible d'avoir une incidence significative sur ses états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités, à l'exception des poursuites judiciaires réglées en 2013 et des questions connexes qui sont décrites à la note 12 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013.

Engagement

En septembre 2014, la Société a conclu une entente de prêt avec un de ses fournisseurs visant la construction de matériel de production en Asie. Le prêt porte intérêt au taux de 8,5 % et est garanti par la société mère du fournisseur. En vertu de cette entente, le montant total du prêt peut atteindre jusqu'à 7 M\$ à l'atteinte de certains jalons. La tranche initiale, s'élevant à 1 M\$, a été déboursée le 15 octobre 2014. Chaque tranche est remboursable sur une base mensuelle sur une durée de 12 mois à compter de la date de chaque retrait.

Gouvernance

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (le « Règlement 52-109 »), 5N Plus a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, rendent compte de la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et de la conception et de l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu ou fait concevoir sous leur supervision des contrôles et procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que :

- l'information importante relative à la Société leur a été communiquée;

- l'information à fournir dans les documents d'information continue de la Société a été comptabilisée, traitée, résumée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières.

Une évaluation de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont aussi conçu ou fait concevoir sous leur supervision le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Une évaluation de la conception du CIIF a été effectuée sous la supervision du chef de la direction et du chef de la direction financière. À la lumière de cette évaluation, le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conclu à l'efficacité du CIIF, selon les critères établis par le Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission (COSO).

Modifications du CIIF

Le CIIF n'a subi, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, aucune modification qui a eu ou dont on pourrait raisonnablement penser qu'elle aura une incidence importante sur le CIIF.

En mai 2013, le COSO a publié une mise à jour du référentiel *Internal Control – Integrated Framework: 2013*, prévoyant une période de transition devant prendre fin le 15 décembre 2014. La direction évalue actuellement l'incidence de la transition et communiquera toute modification importante qui pourrait être apportée au CIIF en conséquence.

Méthodes comptables et changements

Les méthodes comptables adoptées dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités concordent avec celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2013, à l'exception de ce qui suit.

Dérivés incorporés

Les dérivés incorporés, qui comprennent l'option de conversion des débentures, sont comptabilisés à la juste valeur séparément du contrat hôte lorsque leurs caractéristiques économiques et leurs risques ne sont pas clairement ni étroitement liés à ceux du contrat hôte. Les variations ultérieures de la juste valeur sont comptabilisées dans les charges financières aux comptes de résultat consolidés.

Changements de méthodes comptables

La Société a adopté les nouvelles normes et les normes révisées suivantes, ainsi que toute modification qui en découle, entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2014. Ces changements ont été effectués conformément aux dispositions transitoires qui s'appliquent.

L'International Financial Reporting Interpretations Committee Interpretation (« IFRIC ») 21, *Droits ou taxes*, fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou taxes conformément aux exigences de l'IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie de ressources d'une entité imposée par un gouvernement conformément aux lois et confirme qu'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe n'est comptabilisé que lorsque le fait générateur de l'obligation survient, comme le définit la loi. La Société a appliqué l'IFRIC 21 de manière rétrospective conformément aux dispositions transitoires de l'IFRIC 21. L'adoption de l'IFRIC 21 n'a donné lieu à aucune modification importante des états financiers intermédiaires.

Normes comptables futures

Les normes suivantes ont été publiées mais ne sont pas encore en vigueur :

En mai 2014, l'IASB a publié l'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients*, qui précise de quelle façon et à quel moment les produits des activités ordinaires doivent être comptabilisés, et exige la présentation d'informations plus détaillées et pertinentes. L'IFRS 15 annule et remplace l'IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, l'IAS 11, *Contrats de construction*, et d'autres interprétations relatives aux produits des activités ordinaires. La norme entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2017 pour la Société, et son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

En juillet 2014, l'IASB a modifié l'IFRS 9, *Instruments financiers*, afin de regrouper les phases « classement et évaluation », « dépréciation » et « comptabilité de couverture » du projet de l'IASB visant à remplacer l'IAS 39, *Instruments financiers : Comptabilisation et évaluation*. La norme annule et remplace toutes les versions précédentes de l'IFRS 9 et entrera en vigueur pour la Société le 1^{er} janvier 2018. Son application anticipée est permise. La Société évalue, à l'heure actuelle, l'incidence de cette norme sur ses états financiers consolidés.

Acquisitions d'entreprises

Acquisition d'une participation de 33,33 % dans une filiale

Le 3 avril 2014, la Société a acquis, pour un montant de 3,0 M\$, la participation de 33,33 % restante dans sa filiale, Sylarus Technologies LLC, fournisseur de substrats de germanium, et l'a renommée 5N Plus Semiconductors LLC. Sylarus est ainsi devenue une filiale en propriété exclusive de la Société. La contrepartie versée et les frais de transaction correspondants ont été comptabilisés en capitaux propres.

Acquisition de AM&M Advanced Machine and Materials Inc.

Le 5 mai 2014, la Société a acquis la totalité des actions émises et en circulation du capital de AM&M Advanced Machine and Materials Inc. (« AM&M ») pour une contrepartie totale de 2,3 M\$ (2,5 M\$ CA), représentant surtout des immobilisations incorporelles. AM&M, dont le siège social est à Kanata, en Ontario, se spécialise dans la fabrication de poudres métalliques micrométriques pouvant être utilisées dans plusieurs marchés de l'électronique, notamment ceux des poudres pour la soudure, des poudres à base d'argent et des poudres à base de CIGS. La contrepartie totale comprend les montants à payer jusqu'en mai 2015 ainsi qu'une contrepartie éventuelle.

Instruments financiers et gestion du risque

Juste valeur des instruments financiers

Une description détaillée des méthodes et des hypothèses utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers de la Société figure à la note 8, « Catégories d'actifs financiers et de passifs financiers », des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013.

Gestion du risque financier

Pour une description détaillée de la nature et de l'étendue des risques découlant des instruments financiers ainsi que des stratégies de gestion du risque connexes, se reporter à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de 5N Plus pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Risques et incertitudes

Pour une description détaillée des facteurs de risque associés à 5N Plus et à ses activités, se reporter à la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de 2013 de 5N Plus daté du 25 février 2014 et à la note 13 des états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités pour les périodes de trois mois et de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013. Les risques et incertitudes pouvant entraîner de telles différences incluent les risques liés aux facteurs suivants : incapacité d'obtenir les avantages escomptés d'acquisitions, dette supplémentaire, crédit, taux d'intérêt, valorisation des stocks, fluctuations du change, juste valeur, sources d'approvisionnement, réglementation environnementale, concurrence, dépendance à l'égard du personnel clé, interruptions des activités, protection des droits

de propriété intellectuelle, activités internationales et conventions collectives. La Société n'a connaissance d'aucun changement important aux facteurs de risque présentés à cette date.

Mesures non conformes aux IFRS

Dans le présent rapport de gestion, la direction de la Société a recours à certaines mesures non conformes aux IFRS. Les mesures non conformes aux IFRS fournissent de l'information utile et complémentaire, mais elles n'ont pas de définition normalisée selon les IFRS.

Le carnet de commandes représente la valeur attendue des commandes que la Société a reçues, mais n'a pas encore exécutées, et qui devraient se transformer en ventes au cours des 12 prochains mois. Les nouvelles commandes représentent la valeur des commandes reçues durant la période considérée, calculée en additionnant aux produits des activités ordinaires l'augmentation ou la diminution du carnet de commandes pour la période considérée. Le carnet de commandes est un indicateur des produits futurs attendus, et les nouvelles commandes permettent d'évaluer la capacité de la Société à maintenir et à accroître ses produits.

Le BAIIA désigne le résultat net avant les charges (produits) d'intérêts, l'impôt sur le résultat et l'amortissement. Nous avons recours au BAIIA, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies avant la prise en compte de l'incidence de certaines charges. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA correspond au BAIIA divisé par les produits.

Le BAIIA ajusté correspond au BAIIA tel qu'il est défini précédemment avant la dépréciation des stocks, les coûts du litige et coûts de restructuration, le profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP, le profit sur la sortie d'immobilisations corporelles, la variation de la juste valeur de l'option de conversion des débentures, et les pertes (profits) de change et au titre de dérivés. Nous avons recours au BAIIA ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence de toute dépréciation des stocks. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

La marge du BAIIA ajusté correspond au BAIIA ajusté divisé par les produits.

Le résultat net ajusté correspond au résultat net avant l'incidence des moins-values et de la reprise de perte de valeur des stocks et des immobilisations corporelles et incorporelles, de la dépréciation du goodwill, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, après déduction de l'impôt sur le résultat s'y rapportant. Nous avons recours au résultat net ajusté, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Le résultat net de base ajusté par action correspond au résultat net ajusté divisé par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation. Nous avons recours au résultat net de base ajusté par action, car nous croyons qu'il constitue une mesure significative de la performance opérationnelle des activités poursuivies compte non tenu de l'incidence des moins-values liées aux stocks et aux immobilisations corporelles et incorporelles, des coûts du litige et coûts de restructuration, du règlement du prix d'acquisition et des coûts d'acquisition par action, qui ne sont pas courants. La définition de cette mesure non conforme aux IFRS de la Société peut être différente de celle qu'utilisent d'autres entreprises.

Les fonds provenant de l'exploitation correspondent aux flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation avant les variations des soldes du fonds de roulement hors trésorerie liés à l'exploitation. Ces montants figurent dans les tableaux des flux de trésorerie consolidés de la Société. Selon la Société, les fonds provenant de l'exploitation constituent une mesure clé, car ils témoignent de sa capacité à générer les fonds nécessaires à sa croissance future et au remboursement de sa dette.

Rapport de gestion

La dette nette ou la trésorerie nette est une mesure servant à surveiller le niveau d'endettement, qui tient compte de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que des placements temporaires. Elle constitue un indicateur de la situation financière globale de la Société et correspond à la différence entre la dette totale, y compris la partie courante et la dette bancaire, et la somme de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des placements temporaires.

Le fonds de roulement est une mesure des liquidités. Il correspond à la différence entre les actifs courants et les passifs courants. Étant donné que la Société est actuellement endettée, nous nous servons de cette mesure comme d'un indicateur de notre efficacité financière et nous nous efforçons de le garder le plus bas possible.

Le ratio du fonds de roulement est obtenu en divisant les actifs courants par les passifs courants.

Renseignements supplémentaires

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole « VNP ». Pour obtenir des renseignements complémentaires sur la Société, y compris sa notice annuelle, se reporter au profil de la Société sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

Principales données financières trimestrielles

	2014			2013			2012	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	114 438	136 597	142 379	119 416	108 570	112 637	118 389	128 620
BAIIA ^{1,2}	12 721	11 524	11 178	6 848	6 926	38 008	12 121	(223 440)
BAIIA ajusté ²	8 071	10 816	10 501	7 942	5 775	6 543	10 115	6 395
Résultat net	4 171	4 436	4 519	1 638	1 323	34 281	5 538	(211 953)
Résultat de base par action	0,05 \$	0,05 \$	0,05 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$
Résultat dilué par action	(0,01) \$	0,05 \$	0,05 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,41 \$	0,07 \$	(2,70) \$
Résultat net attribuable aux actionnaires de SN Plus inc.	4 172	4 436	4 655	2 022	1 083	34 185	5 371	(212 006)
Résultat de base par action attribuable aux actionnaires de SN Plus inc.	0,05 \$	0,05 \$	0,06 \$	0,02 \$	0,01 \$	0,41 \$	0,06 \$	(2,71) \$
Résultat net ajusté ²	170	4 303	4 916	2 068	1 517	959	6 296	(6 880)
Résultat net de base ajusté par action ²	- \$	0,05 \$	0,06 \$	0,02 \$	0,02 \$	0,01 \$	0,08 \$	(0,08) \$
Carnet de commandes ²	137 183	150 363	187 330	170 073	133 352	153 277	166 290	165 790

	2014			2013			2012	
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
BAIIA – selon la définition antérieure	8 071	10 816	10 501	7 942	5 775	(3 639)	10 115	(18 122)
Coûts du litige et coûts de restructuration	(149)	(6)	(619)	(569)	(255)	(2 233)	(1 011)	(932)
Profit lié au règlement du prix d'acquisition de MCP	-	-	-	-	-	45 188	-	-
Profit sur la sortie d'immobilisations corporelles	-	-	1 312	-	-	-	-	-
Dépréciation des immobilisations incorporelles et du goodwill	-	-	-	-	-	-	-	(165 507)
Dépréciation des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	(39 239)
Reprise de perte de valeur des immobilisations corporelles	-	-	-	-	-	-	-	-
Variation de la juste valeur de l'option de conversion des débetures	5 623	188	-	-	-	-	-	-
Pertes (profits) de change et au titre de dérivés	(824)	526	(16)	(525)	1 406	(1 308)	3 017	360
BAIIA – selon la définition actuelle	12 721	11 524	11 178	6 848	6 926	38 008	12 121	(223 440)

¹ Les périodes de comparaison ont été retraitées compte tenu d'un changement dans la définition du BAIIA². Se reporter au tableau ci-dessus.

² Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS ».